

Chambre de Commerce du Luxembourg L'Europe doit aller de l'avant

Dans le climat d'incertitude qui plane sur l'Union, Pierre Gramegna, directeur de la Chambre de Commerce luxembourgeoise, milite en faveur d'une Europe forte, unanime et dynamique.

Quel a été votre parcours avant de prendre la direction de la Chambre de Commerce? Qu'est-ce qui vous a motivé à accepter cette fonction?

J'ai été pendant vingt ans diplomate luxembourgeois, ce qui m'a amené à travailler six ans durant au ministère puis à représenter le Luxembourg comme adjoint à l'ambassade à Paris, et ensuite comme consul général à San Francisco. De 1996 à 2002, j'occupais la fonction d'ambassadeur au pays du soleil levant accrédité également en Corée. De 2002 à 2003, j'étais directeur des relations économiques internationales, ce qui me donnait un profil intéressant aux yeux de ceux qui m'ont proposé de prendre la direction de la Chambre de Commerce. J'ai accepté cette fonction car elle m'ouvrait de nouvelles perspectives et me donnait la possibilité de mettre en application les leçons de la diplomatie que j'avais apprises dans le monde sur le terrain luxembourgeois.

Quel impact la Présidence européenne du Luxembourg a-t-elle eu sur la charge de travail à la Chambre de Commerce? Quels nouveaux challenges avez-vous eus à relever?

Concrètement, il s'est passé deux choses: tout d'abord notre nouvel immeuble a été un cadre approprié et moderne pour de nombreuses manifestations ayant un lien

direct ou indirect avec la Présidence, parfois même du plus haut niveau. Ensuite, nous avons été beaucoup plus sollicités par nos homologues européens et ainsi, nous avons été très actifs dans le contexte des travaux d'Eurochambre. Nous avons enregistré un succès notable qui est que, dans les conclusions de la Présidence du mois de mars sur la compétitivité de l'économie européenne, les Chambres de Commerce sont, pour la première fois, citées comme des institutions contribuant à mieux faire connaître le potentiel des mesures économiques que propose la Commission et à rendre l'économie européenne plus compétitive. Cela consacre le travail que nous faisons au jour le jour.

Les changements engendrés par la Présidence vont-ils perdurer après que la main ait été passée à l'Angleterre?

Le fait que le rôle des Chambres de Commerce dans la compétitivité des entreprises ait été reconnu s'inscrit dans la durée. D'autres aspects le font moins, comme celui d'organiser des conférences dans le calendrier de la Présidence. Nous espérons bien continuer à appuyer ce type de réunions et je suis persuadé que ce sera le cas d'autant qu'on nous a confirmé que notre infrastructure et nos ressources humaines ont été très efficaces. Il y aura donc une continuité en ce qui concerne les locaux et en ce qui concerne notre action.

Quel bilan dressez-vous de ces six derniers mois?

Cette période a été très intense. D'un point de vue purement économique, le bilan est positif. Le sommet de mars a ravivé le processus de Lisbonne dont la révision à mi-parcours a révélé que l'Europe avait accumulé un retard supplémentaire au lieu de combler celui qui existait déjà. Il est très important que les autorités et les économies mais également les Chambres de Commerce et les entreprises prennent conscience du défi majeur qui est devant elles. La stratégie proposait des idées aux états qu'ils ne se donnaient pas vraiment les moyens de mettre en œuvre. Ce sommet de printemps a permis aux états membres d'ouvrir les yeux sur le besoin d'action et de réaliser que tout le poids de l'initiative reposait sur eux. Au Luxembourg concrètement, nous attendons un plan d'action pour l'automne qui concernera l'innovation et l'emploi. Il est clair que le pays n'a pas en lui-même toutes les ressources pour l'innovation. Il doit donc se rendre attractif pour que les investisseurs étrangers importent leurs savoir-faire et créent des pôles de compétences. L'université participe de cet effort; nous espérons qu'elle jouera assez rapidement le rôle fédérateur très important qui lui incombe pour favoriser la recherche et le développement. En ce qui concerne l'emploi, les coûts pour les entreprises ont considérablement augmenté récemment, ce qui rend la production plus chère. Il est important de mettre un frein à cette tendance pour rester compétitif.

Vous avez clairement marqué votre prise de position en faveur du traité constitutionnel; pourquoi vous êtes-vous engagé dans ce sens?



Trois dimensions dans le traité constitutionnel méritent attention. La première est que l'Europe doit avancer. Ce traité n'est pas parfait, mais il apporterait une impulsion nouvelle si tous les pays le ratifiaient sinon elle risquerait d'être freinée considérablement et durablement.

La deuxième est la dimension politique. Le fondement même du projet européen est d'avoir cimenté la paix. Il doit déboucher sur une Europe qui parle d'une seule voix et qui ait une politique extérieure commune plus visible, plus intense, plus crédible. Le traité apporte les instruments nécessaires pour y parvenir notamment avec la création du poste de ministre des Affaires étrangères de l'Europe et celui de Président.

La troisième est la dimension économique. Ceux qui critiquent ce traité se basent sur l'action menée jusqu'à présent et ne le trouvent pas assez social, pas assez envi-

ronnemental et trop économique. À ceux-là, je réponds qu'aucune constitution au monde ne va plus loin en termes de protection sociale et environnementale à l'échelle internationale. Si la constitution est rejetée, nous en reviendrons aux anciens traités qui ne font pas suffisamment honneur à ces thèmes très importants. La stratégie de Lisbonne ne souhaite pas rendre l'économie européenne compétitive à n'importe quel prix puisqu'elle repose sur trois piliers: économique, social et environnemental.

En conclusion, je dis oui au traité en mon nom propre et en celui de la Chambre de Commerce parce qu'il propose la bonne réponse au bon moment aux défis économiques et politiques auxquels est confrontée l'Europe au moment où il est important de mettre à jour son fonctionnement, de lui permettre d'avancer.

Propos recueillis par M.T.